



អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា

Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia
Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens

ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា

ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ

Kingdom of Cambodia
Nation Religion King

Royaume du Cambodge
Nation Religion Roi

អង្គបុរេជំនុំជម្រះ

Pre-Trial Chamber
Chambre Préliminaire

Dossier n° 002/19-09-2007-CETC/BCJI (CP 28)

Devant :

M. le Juge PRAK Kimsan, Président

M. le Juge Rowan DOWNING

M. le Juge NEY Thol

Mme la Juge Katinka LAHUIS

M. le Juge HUOT Vuthy

Date :

14 décembre 2009

ឯកសារទទួល

DOCUMENT RECEIVED/DOCUMENT REÇU

ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ (Date of receipt/date de reception):

17 / 12 / 2009

ម៉ោង (Time/Heure) : 10:00

មន្ត្រីទទួលបន្ទុកសំណុំរឿង / Case File Officer/L'agent chargé
du dossier: CA. 7. 11

DOCUMENT PUBLIC / VERSION EXPURGÉE

DÉCISION RELATIVE À L'APPEL DE IENG SARY CONTRE L'ORDONNANCE DES CO-JUGES D'INSTRUCTION RELATIVE À LA DEMANDE DE COMPLÉMENT D'EXPERTISE

Le Bureau des co-procureurs :

Mme CHEA Leang
M. William SMITH
M. YET Chakriya
M. SENG Bunkheang
M. Anees AHMED

Les co-avocats des parties civiles :

Me HONG Kim Suon
Me LOR Chunthy
Me NY Chandy
Me KONG Pisey
Me YONG Phanith
Me KIM Mengkhy
Me MOCH Sovannary
Me SIN Soworn
Me Silke STUDZINSKY
Me Martine JACQUIN

Me Philippe CANONNE
Me Pierre Olivier SUR
Me Elizabeth RABESANDRATANA
Me Olivier BAHUGNE
Me David BLACKMAN
Me Annie DELAHAIE
Me Fabienne TRUSSES-NAPROUS
Me Patrick BEAUDOIN
Me Marie GUIRAUD
Me Lyma NGUYEN

Les parties civiles non représentées

La personne mise en examen :

M. IENG Sary

Les co-avocats de la Défense :

La Défense de Ieng Sary :

Me ANG Udom

Me Michael G. KARNAVAS

Les co-juges d'instruction :

M. YOU Bun Leng

M. Marcel LEMONDE

ឯកសារបានផ្ទេរតាមច្បាប់

CERTIFIED COPY/COPIE CERTIFIÉE CONFORME

ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ ផ្ទេរតាមច្បាប់ (Certified Date/Date de certification):

17 / 12 / 2009

មន្ត្រីទទួលបន្ទុកសំណុំរឿង / Case File Officer/L'agent chargé

du dossier: Uch Arun



LA CHAMBRE PRÉLIMINAIRE des Chambres extraordinaires au sein des Tribunaux cambodgiens (les « CETC ») est saisie de l'*Appeal against the Co-Investigating Judges' Order on Request for Additional Expert* [Appel contre l'Ordonnance des co-juges d'instruction relative à la demande de complément d'expertise], déposé par les co-avocats de Ieng Sary (la « Personne mise en examen ») le 16 septembre 2009 (l'« Appel »)¹.

RAPPEL DE LA PROCÉDURE

1. Le 30 octobre 2008, les co-avocats de Nuon Chea ont déposé devant les co-juges d'instruction leur *Sixth Request for Investigative Action* [Sixième demande d'acte d'instruction] (la « Sixième demande de Nuon Chea »)². Dans cette demande, la Défense de Nuon Chea a demandé aux « co-juges d'instruction de tenter de déterminer – avec l'assistance d'un ou de plusieurs experts [redacted] qualifiés – [redacted] » [traduction non officielle]³. Elle a également demandé la nomination d'un ou de plusieurs experts démographiques⁴.
2. Le 10 mars 2009, les co-juges d'instruction ont fait droit à la Sixième demande de Nuon Chea,⁵ et ont nommé le Docteur Ewa Maria Tabeau et M. They Kheam comme experts [redacted], en leur enjoignant de rendre leurs conclusions pour le 31 août 2009 au plus tard⁶. Le 28 avril 2009, les co-juges d'instruction ont prorogé le délai de dépôt des conclusions de l'expertise au 30 septembre 2009⁷.
3. Le 22 juillet 2009, les co-avocats de la Personne mise en examen ont déposé auprès des co-juges d'instruction la Demande présentée par Ieng Sary d'adjoindre un expert [redacted] (la « Demande de Ieng Sary »)⁸, aux motifs que le Docteur Tabeau manque d'impartialité et de compétence, et que les co-juges d'instruction n'ont pas consulté les co-avocats de la Personne mise en examen avant de nommer les experts [redacted]⁹.

¹ *Ieng Sary's Appeal against the Co-Investigating Judges' Order on Request for Additional Expert*, déposé le 16 septembre 2009 (l'« Appel »), Doc. n° D140/4/1.

² *Sixth Request for Investigative Action*, déposée le 30 octobre 2008 (la « Sixième demande de Nuon Chea »), Doc. n° D113.

³ Sixième Demande de Nuon Chea, par 9.

⁴ Sixième Demande de Nuon Chea, par. 1.

⁵ Réponse à la Sixième Demande d'acte d'instruction (D113) et Réponse partielle à la Cinquième demande d'acte d'instruction (D105), 10 mars 2009, Doc. n° D113/2 et D105/2.

⁶ Ordonnance d'expertise, 10 mars 2009, Doc. n° D140.

⁷ Ordonnance d'expertise rectificative, 28 avril 2009, Doc. n° D140/1.

⁸ Demande présentée par Ieng Sary d'adjoindre un expert [redacted], 22 juillet 2009 (la « Demande de Ieng Sary »), Doc. n° 140/2.

⁹ Demande de Ieng Sary, par 5.



4. Le 18 août 2009, les co-juges d'instruction ont rejeté la Demande de Ieng Sary¹⁰, au motif qu'« il n'existe aucun élément de preuve de nature à susciter un doute raisonnable quant à l'impartialité ou de la compétence » [traduction non officielle] du Docteur Tabeau, et ils ont conclu qu'aucune disposition du Règlement intérieur ne contraignait les co-juges d'instruction à consulter les parties avant de nommer un expert¹¹.
5. Le 16 septembre 2009, les co-avocats de la Personne mise en examen ont déposé leur Appel, dans lequel ils ont demandé la tenue d'une audience consacrée à l'examen de la question en litige¹². Dans leur réponse à l'Appel, déposée le 30 septembre 2009, les co-procureurs ont formulé leur opposition à la Demande de Ieng Sary, arguant qu'elle était mal fondée et qu'aucun élément de preuve crédible ne l'étayait¹³. Par ailleurs, les co-procureurs ont demandé qu'il soit statué sur l'Appel sur la base des conclusions écrites des parties, sans que se tienne une audience publique¹⁴.
6. Ultérieurement au dépôt de l'Appel, soit le 30 septembre 2009, le Docteur Tabeau et M. They Kheam ont déposé conjointement leur rapport d'expertise [REDACTED]¹⁵.
7. Le 21 octobre 2009, la Chambre préliminaire a décidé de statuer sur l'appel sur la seule base des conclusions écrites des parties, et a enjoint aux co-avocats de la Personne mise en examen de déposer une réplique à la Réponse des co-procureurs dans le délai prévu par l'article 8.4 de la Directive pratique ECCC/01/2007/Rev.4¹⁶. Aucune réplique n'a été déposée dans le délai imparti.

RECEVABILITÉ

8. Le 18 août 2009, les co-juges d'instruction ont délivré leur *Order on the Charged Person's Request for Additional [REDACTED] Expert* [Ordonnance relative à la Demande de complément d'expertise démographique présentée par la personne mise en examen]. Cette ordonnance a été notifiée à la Personne mise en examen le 20 août 2009. Le 27 août 2009, les co-avocats de la Personne mise en examen ont déposé une déclaration

¹⁰ *Order on Request for Additional [REDACTED] Expert*, 18 août 2009 (l'« Ordonnance »), Doc. n° D140/3.

¹¹ Ordonnance, par. 14 et 15.

¹² Appel, par. 8 à 10.

¹³ *Co-Prosecutors' Response to Ieng Sary's Appeal Against the Refusal of his Request by the Co-Investigating Judges for the Appointment of an Additional [REDACTED] Expert*, déposée le 30 septembre 2009 (la « Réponse des co-procureurs »), Doc. n° D140/4/2, par. 3.

¹⁴ Réponse des co-procureurs, par. 4 à 8.

¹⁵ Rapport d'expertise [REDACTED] : Victimes des Khmers rouges au Cambodge, avril 1975 – Évaluation critique des principales estimations, 30 septembre 2009, Doc. n° D140/1/1.

¹⁶ *Decision on Request for an Oral Public Hearing on Ieng Sary's Appeal against the Co-Investigating Judges' Order on Request for Additional Expert*, 21 octobre 2009, Doc. n° D140/4/4.



d'appel. Le mémoire d'appel a été déposé le 16 septembre 2009, soit dans le délai prescrit par la règle 75 3) du Règlement intérieur.

9. La Chambre préliminaire fait remarquer que l'Appel porte sur une demande déposée en application de la règle 31 10) du Règlement intérieur, qui a été rejetée par les co-juges d'instruction. Elle relève en outre que, selon les co-avocats de la Personne mise en examen, l'Appel est recevable car « lorsque les co-juges d'instruction rejettent une telle demande » [traduction non officielle], leur décision peut faire l'objet d'un appel en application de la règle 74 3) e), laquelle dispose comme suit¹⁷ :

« La personne mise en examen peut faire appel des ordonnances des co-juges d'instruction :

a) [...]

e) Rejetant une demande de complément d'expertise ou de contre-expertise autorisée selon le présent Règlement » [...].

10. La règle 31 10) du Règlement intérieur dispose comme suit :

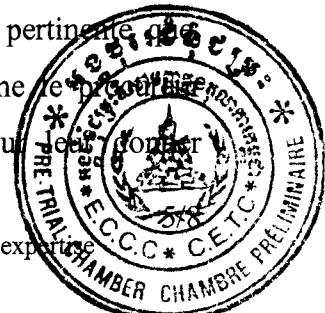
« Les co-procureurs, la personne mise en examen, l'accusé, la partie civile ou leurs avocats peuvent demander aux co-juges d'instruction ou aux chambres un complément d'expertise ou une contre-expertise. La demande doit être motivée et présentée par écrit. Les co-juges d'instruction ou les chambres se prononcent sur la demande aussitôt que possible et au plus tard avant la fin de l'instruction ou des débats. En cas de rejet de la demande par les co-juges d'instruction, la décision peut être susceptible d'appel devant la Chambre préliminaire. »

11. La Chambre préliminaire fait remarquer que les co-juges d'instruction ont déjà nommé deux experts, et que la Demande de Ieng Sary se fonde essentiellement sur l'allégation des co-avocats selon laquelle l'expert international nommé ne satisfait pas aux conditions requises pour mener à bien une telle mission. La règle 31 10) du Règlement intérieur prévoit deux situations dans lesquelles des experts supplémentaires peuvent être nommés. La première situation concerne le complément d'expertise, soit la conduite de travaux d'expert qui n'ont pas été exécutés auparavant ; la deuxième, la contre-expertise, soit le réexamen d'une question ayant déjà fait l'objet d'un rapport d'expert.

¹⁷ Appel, par. 6 et 7.



12. Lorsque la demande faisant l'objet de l'appel a été déposée, des experts [REDACTED] avaient déjà été nommés mais n'avaient pas encore remis leur rapport. Celui-ci a été déposé le 30 septembre 2009, après le dépôt du mémoire d'appel des co-avocats de la Personne mise en examen. La Chambre préliminaire estime que la Demande de Ieng Sary n'entre donc pas dans le cadre de la première situation prévue par la règle 31 10) du Règlement intérieur, étant donné que les experts avaient déjà été nommés, et que cette demande ne portait pas sur « un complément d'expertise ».
13. Quant à la deuxième situation prévue par la règle 31 10) du Règlement intérieur, à savoir la nomination d'un expert supplémentaire en vue de procéder à « une contre-expertise », la Chambre préliminaire estime que, dans la mesure où la Demande de Ieng Sary et l'appel interjeté contre son rejet ont été déposés avant que les experts ne remettent leur rapport, cette demande ne repose sur aucun fondement juridique.
14. Si l'on prend en considération la règle 74 3) e) du Règlement intérieur, la Chambre préliminaire est seulement compétente pour statuer sur les appels interjetés contre le rejet d'« une demande de complément d'expertise ou de contre-expertise autorisée selon le présent Règlement ». La Chambre préliminaire estime que l'Appel n'est pas recevable, dans la mesure où la demande dont ont été saisis les co-juges d'instruction n'a pas été valablement déposée conformément à la règle 31 10) et est, dès lors, dénuée de tout fondement juridique.
15. La Chambre préliminaire fait remarquer que le Règlement intérieur ne contient manifestement aucune disposition traitant de la question de savoir si une demande de complément d'expertise fondée sur la règle 31 10) doit être déposée avant ou après le dépôt d'un rapport d'expert initial, notamment lorsqu'il s'agit de la nomination d'experts supplémentaires en vue de procéder à un « complément d'expertise ». Néanmoins, la présence du terme « complément » dans cette phrase laisse à penser que la nécessité d'un complément d'expertise se présente généralement après qu'il a déjà été procédé à une expertise.
16. La Chambre préliminaire estime qu'en application du droit cambodgien, il n'est pas courant d'ordonner un complément d'expertise ou une contre-expertise avant le dépôt du rapport d'un expert. Ainsi, l'article 170 du Code de procédure pénale du Royaume du Cambodge, intitulé « Notification des conclusions de l'expertise », dispose de façon pertinente que lorsque le rapport d'expertise est déposé, le juge d'instruction en informe le Procureur du Royaume, et convoque le mis en examen et les parties civiles pour leur confrontation.



connaissance « des conclusions de l'expertise ». Ensuite, « [l]e juge d'instruction fixe un délai au procureur du Royaume, au mis en examen et à la partie civile pour présenter une demande de complément d'expertise ou de contre-expertise ».

17. La Chambre préliminaire relève que les règles de procédure établies au niveau international ne disent pas à quel moment doivent être déposées les demandes de complément d'expertise ou de contre-expertise. Toutefois, il s'avère qu'il n'est possible de contester les qualifications du témoin expert qu'après le dépôt du rapport d'expert. Ainsi, au Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (le « TPIY ») et au Tribunal pénal international pour le Rwanda (le « TPIR »), les dispositions relatives aux dépositions de témoins experts sont énoncées à l'article 94 *bis* de leur Règlement de procédure et de preuve, et au Tribunal spécial pour le Liban (le « TSL »), à l'article 161 du Règlement de procédure et de preuve. Lesdites dispositions sont très similaires dans ces différents tribunaux. L'article pertinent du Règlement du TPIY dispose comme suit :

« Article 94 *bis* : Déposition de témoins experts

A) [...]

B) Dans les trente jours suivant la communication du rapport et/ou de la déclaration du témoin expert, ou dans tout autre délai fixé par la Chambre de première instance ou le juge de la mise en état, la partie adverse fait savoir à la Chambre de première instance :

- i) si elle accepte le rapport et/ou la déclaration du témoin expert ;
- ii) si elle souhaite procéder à un contre-interrogatoire du témoin expert ; et
- iii) si elle conteste la qualité d'expert du témoin ou la pertinence du rapport et/ou de la déclaration , en tout ou en partie, auquel cas elle indique quelles en sont les parties contestées.

C) [...] »

18. La Chambre préliminaire estime que les dispositions du Règlement intérieur sont en conformité avec celles qui ont été établies au niveau international.

19. La Chambre préliminaire souligne, en outre, que les co-avocats de la Personne mise en examen soutiennent que le rejet par les co-juges d'instruction de la demande de Ieng Sary porte atteinte aux droits de ce dernier à un procès équitable.



20. À cet égard, la règle 21 du Règlement intérieur dispose comme suit :

« Règle 21. Principes fondamentaux

1. La Loi [relative aux] CETC, le Règlement intérieur, les directives pratiques et les réglementations internes doivent être interprétés de manière à toujours protéger les intérêts des suspects, des personnes mises en examen, des accusés et des victimes, et de manière à garantir la sécurité juridique ainsi que la transparence des procédures, compte tenu de la spécificité des chambres extraordinaires, telle qu'elle résulte de la Loi [relative aux] CETC et de l'Accord. À cet égard :

a) La procédure des CETC doit être équitable et contradictoire et préserver l'équilibre des droits des parties. [...] »

21. La Chambre préliminaire entreprend de déterminer si la règle 21 du Règlement intérieur requiert qu'elle adopte une interprétation plus large du droit d'appel du mis en examen, afin de garantir que la procédure durant la phase de l'instruction soit équitable et contradictoire, et préserve l'équilibre des droits des parties.

22. La Chambre préliminaire estime que les dispositions du Règlement intérieur, dans leur version actuelle, permettent à la Défense de demander la nomination d'un expert aux fins d'une contre-expertise. En outre, il convient de faire remarquer que le rapport d'un expert peut être contesté devant la Chambre de première instance¹⁸. Par ailleurs, la Chambre de première instance peut, si elle estime qu'un supplément d'information est nécessaire, ordonner de nouvelles investigations et ce, à tout moment¹⁹. Par conséquent, la Chambre préliminaire conclut que les droits fondamentaux de la Défense ne sont aucunement lésés et juge l'appel irrecevable à ce stade de la procédure. Par conséquent, les dispositions de la règle 21 ne contraignent aucunement la Chambre préliminaire à faire droit à l'Appel.

23. La Chambre préliminaire juge l'appel irrecevable.

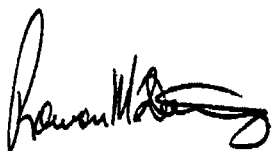
¹⁸ Règle 87 du Règlement intérieur.

¹⁹ Règle 93 1) du Règlement intérieur.



PAR CES MOTIFS, LA CHAMBRE PRÉLIMINAIRE :

Déclare l'appel irrecevable.

Phnom Penh, le 14 décembre 2009 *Rath***La Chambre préliminaire****Rowan DOWNING****NEY Thol****Katinka LAHUIS****HUOT Vuthy**